

E. MARCEL - BERNARD - ARCHITECTE - 9, RUE JARDIN DE LA REINE - MONTPELLIER

TÉLÉPHONE 39-76

SUR RENDEZ-VOUS

Le 17 Mars 1938

Monsieur Pierre AZEMA, Adjoint au Maire, MONTPELLIER

Monsieur l'Adjoint ,

Inclus vous voudrez bien trouver copie de la lettre que m'adresse mon confrère M. GIRARD et que je me fais un plaisir de vous communiquer.

Veuillez croire, Monsieur l'Adjoint, à ma considération très distinguée.

Marcel Bernard.

François GIRARD
Architecte
Grenoble 5 rue Félix Poulat

Conférence S.A.M.
1938

Toulouse, le 13 Mars 1938.

Monsieur Marcel BERNARD
Architecte
Ville de MONTPELLIER

Mon cher Ami,

Je m'excuse de vous remercier aussi tardivement de l'accueil que vous m'avez réservé lors de mon passage à MONTPELLIER et de l'aide aussi précieuse qu'amicale que vous avez bien voulu me donner avec votre ami, Monsieur ROUSTAN

J'espère que vous me pardonneriez comme vous excuserez la machine dont je suis obligé de me faire aider.

Présentez mes respectueux hommages à Madame BERNARD, remerciez encore votre ami ROUSTAN de sa collaboration ainsi que Monsieur AZEMA, auquel je regrette de ne pas avoir le temps d'écrire personnellement.

Croyez-moi quant à vous, très cordialement vôtre,

Signé: GIRARD.

E. MARCEL - BERNARD. ARCHITECTE

9, rue Jardin de la Reine
m o n t p e l l i e r
Téléphone : 39-76

sur rendez - vous

Montpellier, le 2 avril 1937.

Monsieur Pierre AZEMA
Conseiller Municipal délégué
aux Beaux-Arts
MONTPELLIER

Monsieur le Conseiller Municipal,

J'ai l'honneur de vous remettre inclus une lettre
que m'adresse M. le Président de la Société des
Architectes Modernes.

Je vous serais très reconnaissant de vouloir bien
me donner, en ce qui vous concerne, les éléments d'une
réponse.

Veuillez croire, Monsieur le Conseiller Municipal,
à ma considération très distinguée.

Marcel Bernard

SOCIÉTÉ DES ARCHITECTES MODERNES

Fondée en 1922 par Hector GUIMARD sous la
présidence de Frantz JOURDAIN

Présidence d'Honneur
Auguste PERRET

Secrétariat : 251 Boulevard Raspail

Paris, le 25 Mars 1937

Mon cher Collègue,

Comme les comptes-rendus de ses séances vous l'ont appris, notre Comité s'est intéressé à l'Association Populaire des Amis des Musées - l'A.P.A.M. - oeuvre qui paraît très intéressante car elle tend à faire revivre - rénover peut être - tant à Paris qu'en province, nos musées qui s'effritent lentement dans une désaffection souvent imméritée.

Aujourd'hui, qui n'agance pas recule - C'est la loi de l'Heure qui se justifiera si la jeunesse se montre agissante, les yeux tournés vers demain.

Il faut donc que nos Musées - puisqu'ils sont ici en cause se rajeunissent, fassent une retraite à leurs vieux conservateurs à leurs vieux gardiens somnolents, se débarrassent de leurs oiseaux empaillés, de leurs vieilles pierres informes ou incertaines, se donnent de l'air et de la lumière, de l'hygiène, qu'ils s'agrandissent sans dépenses fastueuses - (l'art d'aujourd'hui est fait pour leur donner des surfaces) - en un mot QU'ILS SE MODERNISENT et la faveur du public leur reviendra.

Ils ne doivent plus être l'apanage d'une classe ou fortunée ou intellectuelle (?). Ils doivent intéresser, attirer, les classes populaires soit pour l'enseignement de la jeunesse qui apprendra à les respecter dans les mouvements sociaux à prévoir, soit pour les adultes dont il faut occuper les loisirs.

La Sté A.P.A.M. se chargera de l'éducation des masses, par des promenades guidées, par des conférences, des expositions - mais le rôle de l'architecte étant aujourd'hui un rôle social et non plus un simple moyen d'existence, il appartient à notre Société de l'y aider en alertant l'opinion publique par l'exposé des tares de nos musées et en proposant leur amélioration.

Pour cela, il est indispensable que des architectes d'esprit moderne s'en préoccupent, en relèvent les plans, en fassent la critique, proposent des transformations, agrandissements, remaniements intelligents dans leur hygiène artistique.

.....

C'est donc le rôle de nos collègues de Province notamment et je viens vous prier de bien vouloir tant dans votre ville que dans votre rayon d'action - votre département par exemple - nous documenter sur les musées qui existent, nous en donner les plans (sommaires), nous en proposer l'amélioration.

Si des projets existent déjà, nous les faire connaître et faire, de toute façon comprendre à nos confrères leurs auteurs, que notre enquête ne peut que leur profiter et que nous ne venons pas leur enlever des affaires - au contraire.

Avant même de passer à la réalisation graphique que je sollicite, veuillez me dire ce que vous envisagez, ce que vous connaissez ou pouvez connaître dans votre secteur, de façon que mes initiatives ne fassent pas double emploi avec d'autres.

Agréez, je vous prie, mon cher Collègue, mes sympathiques sentiments.

Le Président,

Signé: A. PERRET.

1 bis, rue Henri-Rochefort.

Montpellier, le 25 février 1920.

Monsieur le Maire,

Dans votre lettre du 21 février courant, dont j'ai l'honneur de vous accuser réception, vous avez l'obligeance de ~~maintenir~~ convenir que le Conseil municipal a pris récemment, en faveur de jeunes artistes, des mesures d'"exception". Je ~~le~~ note avec plaisir, ~~comme~~ ^{et} qu'il ne s'agit plus de l'application stricte de la lettre du règlement mais de son interprétation ^{plus ou moins} intelligente et large. Ainsi bien, ^{le fait d'avoir recouru à,} la consultation du Conseil des Professeurs de l'École des Beaux-Arts ^{paraît-elle indiquer} ~~est~~ ^{provisoirement} que le règlement est, en matière de secours, moins impératif ^{et formel} qu'on n'a voulu le dire. J'ai donc eu tort, et je m'en excuse, ^{d'accuser} ~~de~~ la "rouille" des bureaux; j'aurai ^{plutôt} dû invier leurs fantaisies ^{peut-être} et leur arbitraire.

Je le ferai, s'il le faut, lorsque l'affaire viendra en commission; et je vous demanderai ^{à ce moment,} sur la consultation du Conseil des Professeurs, des renseignements plus précis et plus détaillés que ceux donnés par votre lettre.

Car, bien entendu, je continue à tenir "absolument" à ce que la commission soit saisie d'une affaire que les bureaux n'avaient, à aucun degré, le droit de toucher à son examen.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de mes sentiments distingués et dévoués.

Département
DE
L'HÉRAULT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE MONTPELLIER



INSTRUCTION PUBLIQUE.

Montpellier, le 21 Février 1920

MONSIEUR PIERRE AZEMA

Conseiller Municipal.

Monsieur et Cher Collègue,

Comme suite à votre lettre du 13 Février courant, j'ai l'honneur de vous informer que je ne puis que vous confirmer celle que je vous ai adressée le 11 du même mois, et de vous reitérer que les exceptions faites l'ont été en faveur de candidats pourvus du diplôme de fin d'études délivré à notre Ecole régionale des Beaux-Arts.

Je crois devoir vous faire connaître que ce diplôme a été créé par le Conseil Municipal sur la proposition du Conseil de surveillance et de perfectionnement de l'Ecole.

J'ajoute que les services administratifs ne peuvent être mis en cause dans cette question; ils se bornent tout simplement, en effet, à faire appliquer les décisions prises par le Conseil Municipal et la "routine des bureaux" est absolument étrangère à ces décisions.

Mais, si vous y tenez absolument, cette affaire pourrait être soumise à l'examen de la Commission de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts, et je vous prie d'agréer, Monsieur et Cher Collègue, l'assurance de mes sentiments dévoués.

Pour le Maire
STANISLAS GILBERT

P.S. Le Conseil des Professeurs de l'Ecole, consulté à ce sujet par M. l'Adjoint délégué à l'Instruction Publique et aux Beaux-Arts, estime qu'aucun secours ne peut-être accordé à un ancien élève de l'Ecole non pourvu du diplôme de fin d'études.